



Message 2019-DSAS-26

14 mai 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le présent projet de modification de la loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ). Il réunit deux modifications distinctes, sans lien entre elles, découlant de deux motions récemment adoptées par le Grand Conseil.

Le présent message s'articule comme suit:

1. Délégué-e unique à l'enfance et à la jeunesse	1
1.1. Bilan de la consultation	1
1.2. Culture du bilinguisme	2
1.3. Modification de l'article 18 al. 2 LEJ	2
1.4. Incidences du projet	2
<hr/>	
2. Structure cantonale pour l'exercice surveillé du droit de visite	3
2.1. Historique	3
2.2. Nouvel article 30b LEJ	3
2.3. Incidences du projet	4
<hr/>	
3. Référendum et entrée en vigueur	4

1. Délégué-e unique à l'enfance et à la jeunesse

La loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ) a été adoptée en 2006. La création d'un poste de Délégué-e à l'enfance et à la jeunesse était une des innovations majeures de cette LEJ. Il s'agissait de mettre en place une coordination des activités des organismes s'occupant d'enfants et de jeunes, de soutenir leurs projets selon certains critères et de proposer des projets cantonaux, dans l'optique de mettre sur pied une politique cantonale globale de l'enfance et de la jeunesse. A la tête du Bureau de promotion des enfants et des jeunes (BPEJ), le/la/les Délégué-e-s allai(en)t tisser un large réseau avec les communes et les organisations actives dans le domaine.

Actuellement, l'article 18 al. 2 LEJ dispose que «le poste est occupé par deux personnes représentant les deux communautés linguistiques». Cette exigence est unique dans la législation fribourgeoise.

Le 23 mars 2018, les députées Anne Meyer Loetscher et Susanne Aebischer, ainsi que 25 cosignataires, ont déposé une motion visant à modifier l'article 18 al. 2 LEJ afin de ne plus exiger que le poste de Délégué-e à l'enfance et à la jeunesse soit occupé par deux personnes représentant les deux communautés linguistiques. Les motionnaires considèrent que la désignation de deux Délégué-e-s avec le même cahier des charges ralentit le travail du BPEJ, mais souhaitent cepen-

dant que soit préservée la notion de maîtrise de la deuxième langue pour le poste de Délégué-e.

La motion a été acceptée par le Grand Conseil le 19 juin 2018.

1.1. Bilan de la consultation

En date du 8 octobre 2018, le Conseil d'Etat a autorisé la DSAS à mettre en consultation un avant-projet de loi modifiant l'article 18 de la loi sur l'enfance et la jeunesse. Le délai de réponse était fixé au 31 décembre 2018. La DSAS a consulté les autres Directions, le Service de législation, le Service de l'enfance et de la jeunesse, le Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille, l'Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données, l'Administration des finances, le service des communes, le Comité de l'Association des communes fribourgeoises, la Conférence des syndicats des chefs-lieux et des grandes communes, le réseau fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse Frisbee, le Verein zur Kinder- und Jugendförderung in Deutschfreiburg (VKJ) ainsi que les partis politiques. Sur la totalité des entités consultées, 9 ont transmis une prise de position à la DSAS.

Les partis politiques ont apporté leur soutien au texte proposé ou à l'orientation du projet. Frisbee s'est montré satisfait du texte, qui met selon lui en avant le respect des deux communautés linguistiques tout en laissant plus de flexibilité au

BPEJ pour procéder à l'engagement, puisque la possibilité du job-sharing est explicitement prévue. L'Association des communes fribourgeoises et la Conférence des syndicats proposent quant à elles de conserver la disposition actuelle, estimant en substance que l'avant-projet dessert la promotion du bilinguisme.

1.2. Culture du bilinguisme

Le débat au Grand Conseil du 9 juin 2018 a permis l'expression de soucis de la minorité germanophone. En particulier, certains intervenants craignaient que la sensibilité germanophone ne soit oubliée, notamment au niveau de la culture ou de la pratique différente. Le Conseil d'Etat entend bien ces craintes et souhaite poursuivre et si possible renforcer les mesures en faveur d'un vrai bilinguisme.

Depuis la création du poste de Délégué à l'enfance et à la jeunesse, le BPEJ a fonctionné dans un souci de cultiver le bilinguisme. Le BPEJ répond aux sollicitations tant en français qu'en allemand: l'équipe du Bureau est composée de collaborateurs et collaboratrices issus des deux communautés linguistiques, qui travaillent dans les deux langues. Toute la documentation élaborée par le BPEJ est produite dans les deux langues et ce depuis le début. Une bonne illustration de la méthode de travail du BPEJ se retrouve dans le nom de la stratégie «Je participe! Ich mache mit!» (<https://www.fr.ch/bpej/vie-quotidienne/integration-et-coordination-sociale/processus-je-participe-2015-2017>). Dans le cadre des trois journées cantonales organisées par le BPEJ, qui ont eu lieu à Grangeneuve, Morat et Fribourg, les activités, les conférences et les présentations ont été données en deux langues, et traduites simultanément. Le programme de la journée ainsi que la synthèse ont été traduits.

L'activité du BPEJ doit tenir compte des différences organisationnelles entre les communes alémaniques et francophones, qui se développent parfois dans le cadre de l'autonomie communale. Les communes sont ainsi libres de s'organiser selon ce qu'elles jugent être le plus adapté à leurs besoins et à leur pratique en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse, selon un système *bottom-up*. Le BPEJ est à l'écoute des professionnels qui travaillent sur le terrain et collabore avec eux: il prend note des bonnes pratiques développées dans les communes et fait en sorte de les développer, quelle que soit la langue.

L'Etat de Fribourg attribue des aides financières pour les projets de promotion de l'enfance et de la jeunesse (CHF 170 000.– en 2018). Les projets soumis au BPEJ sont examinés sous plusieurs angles. Les projets sont ainsi traités sur pied d'égalité, selon des critères qui ont trait à leur qualité. Depuis 2007, un total de 296 projets ont été soutenus par le BPEJ, dont 181 en français, 66 en allemand et 49 projets bilingues. Une hausse des projets germanophones et bilingues est d'ailleurs enregistrée par le BPEJ depuis 2014.

Le BPEJ, tout comme les autres services étatiques, travaille selon les principes légaux en vigueur en matière de protection et de promotion de l'enfance et de la jeunesse. Les membres du BPEJ restent à l'écoute des besoins du terrain et des propositions qui en émanent. Le but de la politique de l'enfance et de la jeunesse tel que poursuivi par le BPEJ est de soutenir et de protéger tous les enfants et tous les jeunes domiciliés dans le canton de Fribourg, quelle que soit leur langue maternelle, leur origine, leur statut social ou leur état de santé (cf. article 1 LEJ). Le BPEJ entend jouer ainsi un rôle de «pont» et de coordinateur entre les deux cultures qui composent le canton de Fribourg, dans le but de servir au mieux les intérêts des enfants et des jeunes.

Le projet vise avant tout à faciliter l'organisation interne du BPEJ et touche le moins possible à la culture du bilinguisme. Au contraire: en accordant plus de souplesse pour s'organiser, il facilitera le travail à l'interne et permettra de développer au mieux les projets de promotion de l'enfance et de la jeunesse.

1.3. Modification de l'article 18 al. 2 LEJ

Avec le présent projet, le Conseil d'Etat souhaite concilier le mieux possible les attentes des deux parties. Il propose de procéder à l'engagement dans le respect des intérêts des deux communautés linguistiques, tout en permettant l'occupation du poste en job-sharing.

L'article 18 al. 2 permet de donner une plus grande marge de manœuvre à l'autorité d'engagement. Le projet propose d'élargir les possibilités de l'autorité: celle-ci peut en effet n'engager qu'une seule personne ou décider de suivre le principe du job-sharing, en fonction des besoins du Service concerné, pour autant que la solution retenue tienne compte des intérêts des deux communautés linguistiques.

Avec sa proposition, le Conseil d'Etat espère avoir répondu aux inquiétudes des députés concernant le traitement accordé à la minorité germanophone de notre canton. C'est pourquoi il a été indiqué dans le libellé de la disposition que l'engagement devra se faire dans le respect des intérêts des deux communautés linguistiques.

Dans ce sens le projet assouplit les exigences légales tout en tenant compte des intérêts des deux communautés linguistiques. Le Conseil d'Etat relève par ailleurs qu'une nouvelle déléguée germanophone à l'enfance et à la jeunesse a été nommée par la Direction de la santé et des affaires sociales pour travailler avec la Déléguée francophone en poste et qu'elle a pris ses fonctions le 15 octobre 2018.

1.4. Incidences du projet

La modification de l'article 18 al. 2 LEJ n'aura aucun impact financier, l'Etat étant libre de continuer à engager deux personnes ou de n'en engager qu'une seule. Cette modification

ne touche pas non plus à la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

Le projet est conforme à la Constitution fédérale, à la Constitution cantonale, au droit fédéral et au droit européen en la matière.

2. Structure cantonale pour l'exercice surveillé du droit de visite

En cas de difficulté avec l'exercice du droit de visite, une curatelle de surveillance des relations personnelles (au sens de l'article 308 al. 2 CC) peut être instaurée. En pratique, ce mandat est confié à un/e curateur/trice du SEJ. Dans des situations de conflits extrêmes, l'exercice du droit aux relations personnelles risque de mettre en danger le bien de l'enfant de manière temporaire ou durable. Ce risque de mise en danger apparaît souvent lors de suspicions ou de cas avérés d'un état particulier ou de pratiques réprouvées par la loi que l'un des parents ou les deux font subir à l'enfant. Dans ces cas, le SEJ peut recevoir la mission de mettre en place un droit de visite surveillé auprès du Point Rencontre Fribourg.

Afin de garantir l'offre de cette prestation, un mandat a été conclu en 2009 entre l'Etat et l'Association du Point Rencontre Fribourg. La situation de cette association a fait l'objet d'une question au Grand Conseil (Question 2018-CE-71 Mäder-Brühlhart Bernadette, Schneuwly André – Assurer la pérennité du Point Rencontre Fribourg). Dans sa réponse, le Conseil d'Etat a montré que certaines situations familiales ne pouvaient pas être prises en charge par l'Association avant plusieurs mois d'attente. L'assemblée générale 2018 de l'Association a par ailleurs révélé un problème structurel aggravant les problèmes financiers rencontrés par l'Association du fait de la location des locaux qu'elle occupe. L'Association tient la DSAS au courant de l'évolution à venir.

Par motion déposée et développée le 29 août 2018, la Commission de justice intervient dans la mise en œuvre du droit de l'enfant à avoir des contacts avec ses deux parents. Elle s'inquiète de la situation de l'association «Point Rencontre» qui permet d'exercer le droit de visite dans un cadre surveillé. Regrettant les moyens financiers limités et les locaux jugés inadéquats, la Commission demande qu'une base légale soit créée dans la législation cantonale afin qu'une structure telle que «Point Rencontre» soit institutionnalisée et qu'elle dispose des moyens nécessaires à son bon fonctionnement.

Dans sa réponse à la motion, le Conseil d'Etat a apporté son soutien à l'introduction d'une nouvelle base légale forte pour consolider le statut des mesures de surveillance de l'exercice des relations personnelles. En revanche, il s'est opposé à une institutionnalisation *ad personam* de l'association Point Rencontre.

2.1. Historique

Le Grand Conseil a débattu de la motion de la Commission de justice en date du 9 novembre 2018. En premier lieu, il a été précisé que la motion déposée le 29 août 2018 n'exige pas l'institutionnalisation *ad personam* de l'Association. La Commission se dit satisfaite de la suite proposée à sa motion, à savoir une modification de la LEJ afin d'y prévoir une base légale permettant de conclure des mandats de prestation en faveur des structures spécialisées qui assumeront cette tâche. La Commission a par ailleurs demandé au Conseil d'Etat de donner à ces structures les moyens suffisants pour fonctionner.

Le Grand Conseil a accepté à l'unanimité de fractionner la motion et de soutenir l'activité du Point Rencontre en ancrant dans la loi le principe de la conclusion de mandats de prestations. Vu l'adoption unanime de la motion, il a été renoncé à mettre le projet en consultation.

2.2. Nouvel article 30b LEJ

Pour conférer une base légale aux mandats de prestations conclus avec des structures spécialisées, le Conseil d'Etat propose d'introduire un nouvel article 30b à la teneur suivante dans la LEJ:

«Surveillance de l'exercice des relations personnelles

¹ *La Direction peut conclure des mandats de prestation avec les structures spécialisées qui assument des mesures de protection de l'enfant.*

² *Les mandats portent notamment sur la surveillance de l'exercice des relations personnelles de l'enfant avec ses père et mère.*

³ *Les délégués rendent compte de l'exécution de la tâche et transmettent les informations requises à la Direction.»*

Cette nouvelle norme doit donner une assise légale forte aux mesures de surveillance de l'exercice des relations personnelles.

Pour clarifier la délégation de tâches, le Conseil d'Etat se dote également par cette base légale d'un instrument pour intervenir au besoin dans la gestion du mandat. Néanmoins, à l'image des travaux actuellement en cours avec Point Rencontre, la résolution de problèmes structurels de délégués passera d'abord par une responsabilisation de ces derniers, accompagnés par le SEJ.

Le nouvel article ne contient pas de disposition relative au financement ou à l'augmentation du soutien octroyé par l'Etat à Point Rencontre. Ce point ressort de la procédure budgétaire et doit être pris en compte dans cette dernière. Allant déjà dans le même sens que les motionnaires, le Conseil d'Etat a décidé en 2018 de revoir à la hausse de 30 000 francs

son soutien financier à l'Association à 200 000 francs pour l'année 2019. Le Grand Conseil a adopté le budget y relatif le 7 novembre 2018.

Comme indiqué dans la réponse à la Question 2018-CE-71 Mäder-Brühlhart/Schneuwly, la DSAS a octroyé un montant supplémentaire de 36 000 francs pour combler la perte de l'exercice 2016 du PRF et apporter un soutien, afin de permettre au PRF d'assainir ses finances, pour l'exercice 2017. Sur recommandation de la DSAS, la LORO est entrée en matière pour soutenir le PRF par un montant de 50 000 francs en 2018.

2.3. Incidences du projet

L'introduction d'un article 30b dans la LEJ n'aura pas d'impact notable en matière de personnel et de finances. Cette modification ne touche pas non plus à la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

Le projet est conforme à la Constitution fédérale, à la Constitution cantonale, au droit fédéral et au droit européen en la matière.

3. Référendum et entrée en vigueur

Le présent texte de loi n'est pas soumis au référendum obligatoire. En revanche, il peut faire l'objet d'un référendum facultatif selon l'article 46 de la Constitution du canton de Fribourg et les articles 128 ss de la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP; RSF 115.1).

Le Conseil d'Etat fixera son entrée en vigueur.



Botschaft 2019-DSAS-26

14. Mai 2019

des Staatsrates an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Jugendgesetzes (JuG)

Hiermit unterbreiten wir Ihnen einen Entwurf zur Änderung des Jugendgesetzes (JuG). Er umfasst zwei verschiedene und von einander unabhängige Änderungen, die auf zwei kürzlich vom Grossen Rat verabschiedete Motionen zurückzuführen sind.

Diese Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

1. Eine Jugendbeauftragte/ein Jugendbeauftragter	5
1.1. Vernehmlassungsergebnis	5
1.2. Kultur der Zweisprachigkeit	6
1.3. Änderung von Artikel 18 Abs. 2 JuG	6
1.4. Auswirkungen des Entwurfs	7
<hr/>	
2. Kantonale Stelle für die begleitete Ausübung des Besuchsrechts	7
2.1. Rückblick	7
2.2. Neuer Artikel 30b JuG	7
2.3. Auswirkungen des Entwurfs	8
<hr/>	
3. Referendum und Inkrafttreten	8

1. Eine Jugendbeauftragte/ein Jugendbeauftragter

Das Jugendgesetz (JuG) wurde 2006 verabschiedet. Die Schaffung der Stelle einer bzw. eines Jugendbeauftragten war eine der wichtigsten Neuerungen dieses Gesetzes. Dabei ging es darum, die Aktivitäten der im Kinder- und Jugendbereich tätigen Stellen und Einrichtungen zu koordinieren, ihre Projekte nach bestimmten Kriterien zu unterstützen und kantonale Projekte vorzuschlagen, im Hinblick auf die Schaffung einer umfassenden kantonalen Kinder- und Jugendpolitik. An der Spitze der Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung sollten die Jugendbeauftragten ein breites Netzwerk mit den Gemeinden und den im Kinder- und Jugendbereich aktiven Organisationen knüpfen.

Derzeit lautet Artikel 18 Abs. 2 JuG folgendermassen: «Die Stelle wird mit je einer Vertreterin oder einem Vertreter der beiden Sprachgemeinschaften besetzt» – eine in der Freiburger Gesetzgebung einzigartige Anforderung.

Am 23. März 2018 haben die Grossrätinnen Anne Meyer Loetscher und Susanne Aebischer sowie 25 Mitunterzeichnende eine Motion eingereicht, die darauf hinzielte, Artikel 18 JuG dahingehend zu ändern, dass die Stelle der oder des Jugendbeauftragten nicht mehr von je einer Vertreterin oder einem Vertreter der beiden Sprachgemeinschaften besetzt werden muss. Die Motionärinnen sind der Meinung, dass die

Bezeichnung von zwei Jugendbeauftragten mit ein und demselben Pflichtenheft die Arbeit der Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung verlangsamt. Gleichwohl möchten sie, dass für die Stelle an der Anforderung «Beherrschen der Partnersprache» festgehalten wird.

Besagte Motion wurde am 19. Juni 2018 vom Grossen vom Rat angenommen.

1.1. Vernehmlassungsergebnis

Am 8. Oktober 2018 hat der Staatsrat zugestimmt, dass die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) den Gesetzesentwurf zur Änderung von Artikel 18 JuG in die Vernehmlassung schickt, mit einer Antwortfrist auf den 31. Dezember 2018. Die GSD hat die anderen Direktionen, das Amt für Gesetzgebung, das Jugendamt (JA), das Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen, die Kantonale Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz, die Finanzverwaltung, das Amt für Gemeinden, den Vorstand des Freiburger Gemeindeverbands, die Konferenz der Ammänner der Hauptorte und der grossen Gemeinden des Kantons Freiburg, das Freiburger Netzwerk für Kinder- und Jugendorganisationen *Frisbee*, den Verein zur Kinder- und Jugendförderung in Deutschfreiburg (VKJ) sowie die politischen Parteien befragt. Insgesamt haben neun Vernehmlassungsadressaten eine Stellungnahme abgegeben.

Die politischen Parteien sicherten dem unterbreiteten Text bzw. der Ausrichtung des Entwurfs ihre Unterstützung zu. *Frisbee* war mit dem Text zufrieden; in seinen Augen rückt er den Respekt beider Sprachgemeinschaften in den Vordergrund, überlässt aber gleichzeitig auch der Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung mehr Flexibilität, in dem er ihr ausdrücklich die Möglichkeit eines Jobsharings einräumt. Der Freiburger Gemeindeverband und die Konferenz der Ammänner schlagen ihrerseits vor, die aktuelle Bestimmung beizubehalten, da sie im Grossen und Ganzen der Meinung sind, der Vorentwurf schade der Förderung der Zweisprachigkeit.

1.2. Kultur der Zweisprachigkeit

Bei den Verhandlungen vom 9. Juni 2018 im Grossen Rat wurden die Bedenken der deutschsprachigen Minderheit zum Ausdruck gebracht. So befürchteten einige Anwesende insbesondere, dass die deutschsprachigen Empfindungen in Vergessenheit geraten, insbesondere was die Kultur oder die unterschiedliche Praxis betrifft. Der Staatsrat nimmt diese Befürchtungen ernst; er möchte die Massnahmen zugunsten einer echten Zweisprachigkeit fortsetzen und nach Möglichkeit sogar ausbauen.

Seit der Schaffung der Jugendbeauftragten-Stelle ist die Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung um eine gelebte Zweisprachigkeit bemüht. Sie beantwortet sowohl französischsprachige als auch deutschsprachige Anfragen, ihr Team besteht aus Mitarbeitenden beider Sprachgemeinschaften, die in beiden Sprachen arbeiten. Das gesamte Kommunikationsmaterial der Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung wird seit Beginn in beiden Sprachen herausgegeben. Besonders bezeichnend für die Funktionsweise der Fachstelle ist der Name der Strategie «Je participe! – I mache mit!» (<https://www.fr.ch/de/fkjf/vie-quotidienne/integration-und-soziale-koordination/projekt-i-mache-mit-2015-2017>). Die Fachstelle hat ausserdem drei kantonale Tagungen in Grangeneuve, Murten und Freiburg organisiert, mit Aktivitäten, Konferenzen und Vorträgen in beiden Sprachen (Simultanübersetzung). Auch das Tagungsprogramm und die dazugehörige Synthese wurden übersetzt.

Die Tätigkeit der Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung muss die organisatorischen Unterschiede zwischen den deutschsprachigen und den französischsprachigen Gemeinden berücksichtigen, die sich zuweilen aus der Ausübung der Gemeindeautonomie ergeben. Die Gemeinden sind demnach frei, sich im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik ihren Bedürfnissen und ihrer Praxis entsprechend zu organisieren, getreu der *Bottom-up*-Methode. Die Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung hat ein offenes Ohr für die auf dem Terrain tätigen Fachpersonen und arbeitet mit ihnen zusammen. Sie nimmt die Beispiele der Guten Praxis, die in den Gemeinden entwickelt wurden, zur Kenntnis und trägt zu

deren Weiterentwicklung bei, unabhängig von der verwendeten Sprache.

Der Staat Freiburg spricht Finanzhilfen für Projekte zur Kinder- und Jugendförderung (2018: 170 000 Franken). Die der Fachstelle unterbreiteten Projekte werden auf verschiedene Aspekte geprüft. Sie werden somit alle gleichberechtigt behandelt, nach Kriterien, die ihre Qualität betreffen. Seit 2007 hat die Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung insgesamt 296 Projekte unterstützt, davon 181 französische, 66 deutsche und 49 zweisprachige. Seit 2014 wurde übrigens ein Anstieg der deutsch- und zweisprachigen Projekte verzeichnet.

Die Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung richtet sich, wie alle anderen staatlichen Dienststellen, bei ihrer Arbeit nach den geltenden gesetzlichen Grundsätzen in Sachen Schutz und Förderung der Kinder und Jugendlichen. Die Angestellten der Fachstelle hören sich die Bedürfnisse auf dem Terrain und die Vorschläge, die von dort aus eingebracht werden, an. Die Fachstelle hat sich für die Kinder- und Jugendpolitik das Ziel gesteckt, alle Kinder und Jugendlichen mit Wohnsitz im Kanton Freiburg zu unterstützen und zu schützen, ungeachtet ihrer Muttersprache, ihrer Herkunft, ihres sozialen Status oder ihres Gesundheitszustands (vgl. Art. 1 JuG). Sie möchte demnach eine Brücken- und Koordinatorinnenrolle zwischen den beiden Kulturen des Kantons Freiburg spielen, im Interesse der Kinder und Jugendlichen.

Der Entwurf zielt in erster Linie auf eine Vereinfachung der internen Organisation der Fachstelle hin; die Kultur der Zweisprachigkeit soll möglichst wenig tangiert werden. Im Gegenteil: Indem er bei der Organisation mehr Flexibilität einräumt, erleichtert er die interne Arbeit und erlaubt eine bestmögliche Umsetzung der Projekte der Kinder- und Jugendförderung.

1.3. Änderung von Artikel 18 Abs. 2 JuG

Mit diesem Entwurf möchte der Staatsrat die Erwartungen beider Parteien unter einen Hut bringen. Er schlägt vor, bei der Anstellung der/des Jugendbeauftragten die Interessen beider Sprachgemeinschaften zu berücksichtigen und gleichzeitig die Möglichkeit eines Jobsharings offen zu lassen.

Mit Artikel 18 Abs. 2 erhält die Anstellungsbehörde mehr Handlungsspielraum. Der Entwurf schlägt vor, die Möglichkeiten der Behörde zu erweitern: So kann sie entweder nur noch eine Person anstellen oder aber das Prinzip des Jobsharings beibehalten, je nach Bedarf des betroffenen Amtes und vorausgesetzt, dass die Lösung die Interessen beider Sprachgemeinschaften wahrt.

Er hofft, mit seinem Vorschlag dem Anliegen der Grossrätinnen und Grossräte punkto Behandlung der deutschsprachigen Minderheit unseres Kantons zu entsprechen. Aus diesem

Grund wurde im Wortlaut der Bestimmung auch ausdrücklich angegeben, dass bei der Anstellung die Interessen beider Sprachgemeinschaften berücksichtigt werden müssen.

So gesehen lockert der Entwurf die gesetzlichen Bestimmungen, berücksichtigt jedoch gleichzeitig die Interessen beider Sprachgemeinschaften. Der Staatsrat weist überdies darauf hin, dass die Direktion für Gesundheit und Soziales neu eine deutschsprachige Kinder- und Jugendbeauftragte ernannt hat; sie hat ihre Stelle am 15. Oktober 2018 angetreten und arbeitet mit der amtierenden französischsprachigen Kinder- und Jugendbeauftragten zusammen.

1.4. Auswirkungen des Entwurfs

Die Änderung von Artikel 18 Abs. 2 JuG wird keinerlei finanziellen Auswirkungen haben, da es dem Staat freisteht, eine oder zwei Personen anzustellen. Die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden ist von der Änderung auch nicht betroffen.

Der Entwurf ist mit der Bundesverfassung, der Kantonsverfassung, dem Bundesrecht und dem diesbezüglichen EU-Recht vereinbar.

2. Kantonale Stelle für die begleitete Ausübung des Besuchsrechts

Gibt es bei der Ausübung des Besuchsrechts Schwierigkeiten, so kann eine Beistandschaft zur Überwachung des persönlichen Verkehrs im Sinne von Artikel 308 Abs. 2 des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs angeordnet werden. In der Praxis wird dieser Auftrag einer Beiständin oder einem Beistand des JA anvertraut. In extremen Konfliktsituationen kann die Ausübung des Rechts auf persönlichen Verkehr eine vorübergehende oder dauerhafte Gefahr für das Kind darstellen. Dieses Risiko entsteht oftmals, wenn der Verdacht oder der bestätigte Fall besonderer Umstände oder vom Gesetz missbilligter Praktiken besteht, die ein oder beide Elternteile ihrem Kind gegenüber umsetzen. In diesen Fällen kann das JA den Auftrag erhalten, ein begleitetes Besuchsrecht bei den «Begleiteten Besuchstagen Freiburg» umzusetzen.

Um dieses Leistungsangebot zu garantieren hat der Staat 2009 einen Leistungsvertrag mit dem Verein «Begleitete Besuchstage Freiburg» abgeschlossen. Die Situation dieses Vereins stand kürzlich im Grossen Rat zur Debatte (Anfrage 2018-CE-71 Mäder-Brühlhart Bernadette, Schneuwly André – Sicherstellen der Begleiteten Besuchstage Freiburg/Point Rencontre Fribourg). In seiner Antwort hat der Staatsrat aufgezeigt, dass sich der Verein um manche Familiensituationen erst nach einigen Monaten Wartezeit kümmern kann. Bei der Generalversammlung 2018 des Vereins kam ausserdem zum Vorschein, dass ein erhebliches strukturelles Problem besteht, wodurch sich die finanziellen Schwierigkeiten des

Vereins aufgrund der Miete der von ihm genutzten Räumlichkeiten verschlimmern.

Mit ihrer am 29. August 2018 eingereichten und begründeten Motion greift die Justizkommission in die Umsetzung des Persönlichkeitsrechts des Kindes auf Kontakt zu beiden Elternteilen ein. Sie zeigt sich besorgt ob der Situation des Vereins «Begleitete Besuchstage Freiburg», der eine überwachte Ausübung des Besuchsrechts ermöglicht. Die Kommission bedauert, dass dem Verein nur begrenzte finanzielle Mittel und als unpassend eingestufte Räumlichkeiten zur Verfügung stehen. Sie verlangt, dass eine gesetzliche Grundlage geschaffen wird, welche die Institutionalisierung der «Begleiteten Besuchstage Freiburg» und die Bereitstellung der erforderlichen Mittel ermöglicht.

In seiner Antwort auf die Motion stimmt der Staatsrat der Einführung einer gesetzlichen Grundlage zur Stärkung des Status der Massnahmen zur Aufsicht über die Ausübung des persönlichen Verkehrs zu, lehnt jedoch eine Institutionalisierung *ad personam* des Vereins «Begleitete Besuchstage Freiburg» ab.

2.1. Rückblick

Der Grosse Rat hat die Motion der Justizkommission am 9. November 2018 behandelt. Als Erstes hat er präzisiert, dass die am 29. August 2018 eingereichte Motion keine Institutionalisierung *ad personam* des Vereins «Begleitete Besuchstage Freiburg» verlangt. Die Kommission ist zufrieden mit dem Vorschlag, das JuG dahingehend zu ändern, dass darin eine gesetzliche Grundlage für den Abschluss von Leistungsaufträgen mit den spezialisierten Stellen, die sich um diese Aufgabe kümmern werden, eingeführt wird. Darüber hinaus hat die Kommission den Staatsrat gebeten, diesen Stellen genügend Mittel für ihren Betrieb zur Verfügung zu stellen.

Der Grosse Rat hat einstimmig zugestimmt, dass die Motion aufgeteilt und die Tätigkeit des Vereins «Begleitete Besuchstage Freiburg» unterstützt wird, indem im Gesetz der Grundsatz für den Abschluss von Leistungsaufträgen verankert wird. Weil die Motion einstimmig angenommen wurde, wurde auf eine Vernehmlassung verzichtet.

2.2. Neuer Artikel 30b JuG

Um den Leistungsaufträgen mit den spezialisierten Stellen eine gesetzliche Grundlage zu verschaffen, schlägt der Staatsrat die Einführung eines neuen Artikels 30b für das JuG vor, mit folgendem Wortlaut:

«Aufsicht über die Ausübung des persönlichen Verkehrs

¹ *Die Direktion kann Leistungsaufträge mit spezialisierten Stellen, die Kinderschutzmassnahmen umsetzen, abschliessen.*

² Diese Aufträge betreffen namentlich die Aufsicht über die Ausübung persönlichen Verkehrs des Kindes mit seiner Mutter und seinem Vater.

³ Die beauftragten Stellen berichten über die Aufgabenerfüllung und leiten die erforderlichen Informationen an die Direktion weiter.»

Diese neue Norm soll den Massnahmen zur Aufsicht über die Ausübung des persönlichen Verkehrs eine solide gesetzliche Grundlage verleihen.

Zur Klärung der Aufgabendelegation legt sich der Staatsrat mit dieser Gesetzesgrundlage ausserdem ein Instrument zu, mit dem er wenn nötig in die Handhabung des Auftrags eingreifen kann. Trotzdem wird die Behebung der strukturellen Probleme der beauftragten Stellen zunächst so aussehen, dass diese in Begleitung des JA Verantwortung übernehmen, wie dies derzeit beim Verein «Begleitete Besuchstage Freiburg» der Fall ist.

Der neue Artikel umfasst keine Bestimmung im Zusammenhang mit der Finanzierung oder der Erhöhung der Unterstützung des Staates zugunsten des Vereins «Begleitete Besuchstage Freiburg». Dieser Punkt betrifft das Vorschlagsverfahren und muss somit auch in diesem berücksichtigt werden. 2018 hatte der Staatsrat beschlossen, die finanzielle Unterstützung zugunsten des Vereins «Begleitete Besuchstage Freiburg» für 2019 um 30 000 Franken auf insgesamt 200 000 Franken zu erhöhen, wodurch er dem Wunsch der Motionärinnen und Motionäre bereits entgegengekommen ist. Der Grosse Rat hat den dazugehörigen Voranschlag am 7. November 2018 genehmigt.

Wie aus der Antwort auf die Anfrage 2018-CE-71 Mäder-Brühlhart/Schneuwly hervorgeht, hat der Staatsrat dem Verein «Begleitete Besuchstage Freiburg» für 2017 einen Mehrbetrag von 36 000 Franken gewährt, der die Deckung des erlittenen Verlustes im Geschäftsjahr 2016 und eine Unterstützung bezweckte, um ihm eine Sanierung seiner Finanzen zu ermöglichen. Im Übrigen hat sich die *Loterie Romande* auf Empfehlung der GSD bereit erklärt, den Verein im Jahr 2018 mit 50 000 Franken zu unterstützen.

2.3. Auswirkungen des Entwurfs

Die Einführung von Artikel 30b JuG wird geringfügige personelle und finanzielle Auswirkungen haben. Die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden ist von der Änderung auch nicht betroffen.

Der Entwurf ist mit der Bundesverfassung, der Kantonsverfassung, dem Bundesrecht und dem diesbezüglichen EU-Recht vereinbar.

3. Referendum und Inkrafttreten

Der vorliegende Gesetzestext unterliegt nicht dem obligatorischen Referendum. Hingegen kann er dem fakultativen Referendum gemäss Artikel 46 der Verfassung des Kantons Freiburg und Artikel 128ff. des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte (PRG; SGF 115.1) unterliegen.

Der Staatsrat wird sein Inkrafttreten festsetzen.

Loi modifiant la loi sur l'enfance et la jeunesse

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **835.5**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2019-DSAS-26 du Conseil d'Etat du 14 mai 2019;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

L'acte RSF 835.5 (Loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ), du 12.05.2006) est modifié comme il suit:

Art. 18 al. 2 (modifié)

² L'engagement est fait dans le respect des intérêts des deux communautés linguistiques. Le poste peut être occupé en «job-sharing».

Art. 30a (nouveau)

Surveillance de l'exercice des relations personnelles

¹ La Direction peut conclure des mandats de prestations avec les structures spécialisées qui assument des mesures de protection de l'enfant.

Gesetz zur Änderung des Jugendgesetzes

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **835.5**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2019-DSAS-26 des Staatsrats vom 14. Mai 2019;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 835.5 (Jugendgesetz (JuG), vom 12.05.2006) wird wie folgt geändert:

Art. 18 Abs. 2 (geändert)

² Die Anstellung erfolgt unter Berücksichtigung der Interessen der beiden Sprachgemeinschaften. Die Stelle kann im Jobsharing besetzt werden.

Art. 30a (neu)

Aufsicht über die Ausübung des persönlichen Verkehrs

¹ Die Direktion kann Leistungsaufträge mit geeigneten Stellen, die Kinderschutzmassnahmen umsetzen, abschliessen.

² Les mandats portent notamment sur la surveillance de l'exercice des relations personnelles de l'enfant avec ses père et mère.

³ Les délégués rendent compte de l'exécution de la tâche et transmettent les informations requises à la Direction.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² Diese Aufträge betreffen namentlich die Aufsicht über die Ausübung des persönlichen Verkehrs des Kindes mit seiner Mutter und seinem Vater.

³ Die beauftragten Stellen berichten über die Aufgabenerfüllung und leiten die erforderlichen Informationen an die Direktion weiter.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.